

PV No 11 de la séance du Conseil Communal du mercredi 27 septembre 2017.

Présidence : M. Alain JOUFFREY, Président.

Ordre du jour :

1. Appel.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Présentation de Monsieur DE MURALT de PRM.
4. Nomination de la Commission de Gestion.
5. Adoption du PV de la séance du 30 août 2017.
6. Communications du Bureau.
7. Communications de la Municipalité.
8. Rapport sur le préavis no 06/08.2017 – demande d'un crédit de Fr. 118'000.- pour financer la démolition et la construction d'une passerelle en bois sur le Boiron, parcelle DP 89 Saint-Prex & DP 42 Tolochenaz.
9. Rapport sur le préavis no 07/08.2017 – arrêté d'imposition pour l'année 2018.
10. Préavis no 08/09.2017 – demande d'un crédit de Fr. 141'500.00 pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin des Alouettes.
11. Simples questions.
12. Contre-appel.

1) Appel.

Il est 20h00 lorsque le Président ouvre la séance.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs

Luc MORET
Alexandre BUVELOT
Sandra BASTOW
David CLENIN
Juan-Carlos LANDROVE
Pierre ENDERLIN
Philippe DEILLON
Eric JANICAUD
Michelle STRICKER

Sylvie HAUTLE-PITTET
Concetta PINO
David LA FRAMBOISE
Luc DUPUIS
Philipp LANGER
Marylise DUTOIT LOPEZ
Steve BUGNON
Sébastien PITTET
Roland LOCHER

Absent

Pascal GIRARDET

46 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

M. le Président souhaite la bienvenue à tous les personnes présentes dans ce nouveau lieu et informe qu'actuellement il n'y pas de WIFI.

2) Adoption de l'ordre du jour.

Le Président propose de modifier l'ordre du jour, de mettre le sujet « Nomination de la Commission de Gestion » après le point « Communication de la Municipalité ». Le nouvel ordre du jour sera comme-ci :

1. Appel.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Présentation de Monsieur DE MURALT de PRM.
4. Adoption du PV de la séance du 30 août 2017.
5. Communications du Bureau.
6. Communications de la Municipalité.
7. Nomination de la Commission de Gestion.
8. Rapport sur le préavis no 06/08.2017 – demande d'un crédit de Fr. 118'000.- pour financer la démolition et la construction d'une passerelle en bois sur le Boiron, parcelle DP 89 Saint-Prex & DP 42 Tolochenaz.
9. Rapport sur le préavis no 07/08.2017 – arrêté d'imposition pour l'année 2018.
10. Préavis no 08/09.2017 – demande d'un crédit de Fr. 141'500.00 pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin des Alouettes.
11. Simples questions.
12. Contre-appel.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour modifié est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Présentation de Monsieur De Muralt de PRM.

M. DE MURALT, Commandant de PRM, se présente. Il a reçu un courrier le 23 mai 2017 de la Municipalité de Saint-Prex, intitulé « délits mineurs », qui lui faisait part d'un sentiment généralisé d'insatisfaction et d'acharnement des agents PRM auprès des habitants de Saint-Prex. Après avoir analysé les chiffres et ayant pris un peu de recul, le 21 septembre 2017, il a adressé une réponse à la Municipalité de Saint-Prex. C'est pour cette raison qu'il est présent ce jour. Il explique que les policiers ont l'obligation de dénoncer toutes infractions et contraventions. La loi et la jurisprudence admettent qu'en matière de contravention, ils peuvent faire une exception à la règle et ne pas dénoncer certains délits. Par contre, pour les matières pénales, ce n'est pas possible. Il invite les Conseillers à lui faire part de leurs mécontentements.

M. Frédéric BERTHOUD explique que lors d'une soirée, son épouse, après un match de foot à Marcy, a laissé son véhicule sur le parking pour descendre avec des amis et leur voiture à une fête au Vieux-Moulin. À leur retour vers 4h00 du matin, la voiture était verbalisée. Il ne comprend pas la raison de cette amende. Le parking était vide ; son épouse a laissé exprès son véhicule pour éviter de surcharger le parking du Vieux-Moulin qui était pris d'assaut pour un festival de Musique Country.

Il rajoute qu'il y a beaucoup d'habitants du Chauchy qui subissent des nuisances l'été et que là, les agents ne font rien pour intervenir.

M. DE MURALT partage le sentiment de M. BERTHOUD. L'amende à 3h00 du matin n'est pas justifiée et il espère que cela ne se reproduira plus.

Concernant le tapage nocturne, les agents arrivent des fois à temps sur les lieux et malheureusement des fois trop tard. Mais en aucun cas les agents ne souhaitent pas intervenir. S'ils arrivent plus tard, c'est qu'ils sont déjà sur une autre intervention.

Mme Barbara DELLWO communique qu'elle a remarqué que les dimanches ou le soir, les véhicules sont garés n'importe où ; sur les trottoirs, sur la route alors qu'il y a des parkings pas loin. Elle constate que la Police met des contraventions sur les zones bleues la journée quand le temps de stationnement est dépassé mais les soirs et les weekends il n'y a pas de contraventions sur les véhicules parkés sur la route.

M. DE MURALT répond qu'il est surpris qu'ils ne soient pas amendés. Ils n'ont pas été amendés certainement ce soir là car il n'y avait pas de patrouilles sur ce secteur. Il explique aussi que les assistants PRM s'occupent uniquement des stationnements dans les cases « zone bleue ». Ils font des contrôles de durée de stationnement. Ils ne peuvent pas sanctionner les véhicules stationnés sur la route.

M. Anthony HENNARD a été surpris de voir un agent PRM se cacher derrière un buisson avec un appareil Laser (radar) sur la route entre Villars-sous-Yens et St-Prex. Cet agent sortait de son buisson pour photographier les voitures qui descendaient et se recachait vite par la suite. À ce niveau M. Anthony HENNARD a plus une impression de répression que de prévention.

M. DE MURALT explique que les emplacements de radars doivent répondre aux besoins sécuritaires ou de préventions ; s'il y a une école ou des vitesses très élevées par exemple. Ils ne sont pas là pour que l'argent rentre. En effet, à cet endroit, le choix n'est pas opportun et va vérifier auprès de ces collaborateurs la raison de cet emplacement. Il trouve que de se cacher derrière un buisson pour sanctionner un automobiliste n'a jamais été l'intention de PRM et c'est peut-être une dérive comportementale de certains collaborateurs qu'il ne peut pas cautionner.

Cette année les remorques-radars étaient présentes pour des tests. Les lieux où elles ont été placées étaient sur des tronçons où il y a de la vitesse élevée mais aussi de faibles vitesses, des endroits avec des virages, tout ceci pour examiner comment elles fonctionnent, pour pouvoir choisir le modèle qui correspondra au mieux à notre région. Dès l'année prochaine, quand PRM aura leur radar, ils vont faire une analyse des emplacements qui doivent répondre avec des critères sécuritaires définis et logiques.

M. Raymond TARDY aimerait que l'on parle du comportement de certains agents. Il est étonné de constater qu'au parking de la COOP de St-Prex, une voiture PRM est parquée sur, non pas une place de parc, mais de deux, est-ce normal ? Il a remarqué aussi que certains policiers oublient le clignotant lorsqu'ils sortent d'un giratoire. Il précise que pas tous les agents font cette erreur mais certain, et il ne trouve pas ça normal. Il trouve léger qu'après ces agents fassent la morale à la population. Il lui est même arrivé d'aller chercher des petits pains un dimanche matin et qu'un agent lui court après car il avait omis de mettre tout de suite les phares à son véhicule. C'est ce genre d'agissements de certains agents qui l'agace. M. Raymond TARDY demande s'il est normal que des agents PRM viennent tourner leurs véhicules sur sa propriété privée.

M. DE MURALT répond qu'en effet les agents doivent être irréprochables, ils doivent mettre le clignotant lorsqu'ils sortent d'un giratoire, mettre la ceinture de sécurité et ne doivent pas utiliser deux places de parc sur un parking.

Concernant la propriété privée, si M. Raymond TARDY ne souhaite plus que PRM passe sur sa propriété privée à titre préventif, il faut lui en faire savoir et plus aucun agent n'y passera. M. Raymond TARDY en avait fait part à M. Roger BURRI mais il y a toujours des agents qui y passent. M. DE MURALT explique que certains agents vont dans certaines propriétés privées pour montrer une présence, à titre préventif et pensent bien faire.

Mme Sandrine PITTOLAZ aimerait remercier les agents PRM qui passent le matin vers l'école du Cherrat pour expliquer aux parents qui amènent leurs enfants à l'école en voiture qu'il ne faut pas s'arrêter au milieu de la route et respecter les codes de la route.

M. DE MURALT fait une présentation sur PRM, vous pouvez trouver cette présentation en annexe de ce procès verbal.

Mme Sylvie FUCHS est surprise que la construction du nouveau bâtiment PRM de Morges soit faite par un privé et que PRM louera les locaux. Elle aimerait mieux connaître les termes du bail de la location du nouveau bâtiment en construction. Le loyer restera-t-il stable sur les 10 années à suivre ?

M. DE MURALT explique qu'avant de s'engager dans un partenariat avec un privé, ils ont fait une étude de marché. Ils ont essayés de trouver toutes les possibilités, soit des locaux déjà existants (la moyenne des locaux déjà existants et équipés était de CHF 450.00 le m²) ou alors les surfaces constructibles pour y démarrer un projet. Ce dernier était le projet le plus favorable. Comme c'est un privé qui construit, le risque entrepris général ainsi que les éventuels surprises de construction sont à sa charge. Ils n'ont, du coup, pas à débloquer d'investissements au niveau des Communes. Le prix de financement d'une telle infrastructure et d'environ 15 millions ; il aurait fallu demander des levées de fonds et d'investissements considérables. Avec ce projet de location, ils doivent investir juste pour les infrastructures spécifiques de la Police à hauteur 1,8 millions. Ils ont signés un bail sur 20 ans à prix fixe. Le bâtiment est entièrement équipé à CHF 300,00 le m² et les six premiers mois de location sont offerts.

M. Raymond TARDY souhaite connaître combien de m² PRM aura à disposition.

M. DE MURALT répond qu'il y aura 1888 m² avec le sous-sol et le parking.

M. Fabrice DESSAUX remercie l'intervention de M. DE MURALT, il a trouvé très utile ces échanges et souhaiterait qu'il en ait plus souvent.

M. DE MURALT fini par inviter les Conseillers à l'informer et à lui écrire si le comportement d'un de ses agents est inapproprié.

M. Daniel MOSINI remercie sincèrement M. DE MURALT pour sa présentation et de ses réponses aux Conseillers.

Les Conseillers l'applaudissent et le remercie également.

4) Adoption du PV de la séance du 30 août 2017.

M. Roger BURRI fait remarquer que la séance a été levée à 19h30 au lieu de 20h30.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le PV n° 10 modifié est accepté à l'unanimité des membres présents.

5) Communications du Bureau.

M. le Président informe que les votations ont eu lieu le 24 septembre au Vieux Moulin, salle Mermet III et que tout s'est bien déroulé.

6) Communications de la Municipalité.

M. Carine TINGUELY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

a) Engagement au service administratif.

En raison de deux absences successives de longue durée programmées au service administratif, dont un congé non payé de 6 mois, la Municipalité a engagé Mme Mélisande SCHAER pour une durée déterminée du 1er septembre 2017 au 30 juin 2018.

Mme SCHAER a effectué son apprentissage d'employée de commerce auprès de l'administration communale de Cossonay. Elle maîtrise donc déjà les spécificités d'une administration communale.

Nous lui souhaitons la bienvenue.

b) Bibliothèque communal.

Afin d'améliorer le confort des usagers, ainsi que la visibilité des documents, nous avons profité des vacances d'été pour faire des travaux à la bibliothèque communale au Vieux-Moulin.

Une ouverture a été créée, afin de relier la bibliothèque et l'espace précédemment occupé par la ludothèque. Cette nouvelle surface a permis la création d'un lieu réservé uniquement aux documentaires. De cette façon, la partie existante de la bibliothèque a gagné en espace. Les albums, bandes dessinées et romans, adultes et enfants, y sont mieux mis en valeur.

Des étagères et meubles de présentation ont été ajoutés. Le bureau des bibliothécaires a été changé et, comme chaque année, les sols et vitres ont été nettoyés.

La réouverture a eu lieu le lundi 11 septembre, les usagers impatients de découvrir les nouveaux locaux sont venus nombreux et ont unanimement apprécié la clarté et le nouvel espace mis à leur disposition.

Nous remercions les bibliothécaires qui se sont occupées du déménagement, ainsi que du réaménagement de la bibliothèque.

7) Nomination de la Commission de Gestion

M. Michel PERRIARD présente
M. François LUDWIG présente
M. François LUDWIG présente
M. François LUDWIG présente
M. François LUDWIG présente
M. Frédéric BERTHOUD présente
M. Anthony HENNARD présente

M. François LUDWIG
Mme Véronique SAVIOZ
M. Michel PERRIARD
M. Pierre ENDERLIN
M. Philippe DEILLON
M. Thierry JAQUIERY
M. Alexandre WOHNLICH

En l'absence d'autres candidats, le Président propose d'élire cette commission par acclamation. L'Assemblée accepte à l'unanimité des membres présents.

8) Rapports sur le préavis n° 06/08.2017 – demande d'un crédit de Fr. 118'000.- pour financer la démolition et la construction d'une passerelle en bois sur le Boiron, parcelle DP 89 Saint-Prex & DP 42 Tolochenaz.

M. Fabrice DESSAUX, membre de la Commission, lit son rapport.

M. Michel CONNE, Président de la Commission des Finances, lit son rapport.

Ces Commissions proposent :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide :

- 1) d'autoriser la Municipalité à entreprendre la démolition et la construction de la passerelle sur le Boiron, parcelle DP 89 Saint-Prex et DP 42 Tolochenaz ;
- 2) de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 118'000.- ;
- 3) d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou un emprunt ;
- 4) d'admettre que cette dépense soit amortie en dix ans dès 2018, par tranche annuelle de Fr. 11'800.-, le solde la dernière année ;
- 5) d'admettre que cet investissement n'engendrera pas de dépense annuelle de fonctionnement significative.

Le Président ouvre la discussion.

M. Fabrice DESSAUD rajoute que la Commission qui a étudié ce préavis a mis une recommandation pour éviter un amendement auprès de la Municipalité :

« La Commission remarque que l'accès en mobilité réduite n'étant pas garanti sur aucune des deux rives, il n'est donc possible d'augmenter la pente des 2 rampes de manière significative. A priori, deux rampes plus courtes devraient coûter moins cher. Elle pense également que de prévoir un petit entretien régulier de cet ouvrage pourrait prolonger durablement son usage, pour un coût moindre ».

M. Yves MORAND demande si M. Roger BURRI sait déjà le montant de l'économie avec l'augmentation de la pente de 6 à 10% ?

M. Roger BURRI répond que, en passant d'une rampe de 6% à 10%, l'économie serait de CHF 8'700.- environ pour le tout.

M. Philippe CHABLE aimerait savoir si, par exemple dans une dizaine d'année, nous étions obligés de mettre un passage aux normes pour la mobilité réduite, quel seraient les coûts de transformation. L'économie de CHF 8'700.00 est moindre. Pourquoi ne pas laisser un pont qui est prêt à accueillir toutes les populations.

M. Fabrice DESSAUX répond que du côté de Tolochenaz, vers la Maison de la rivière, le pont ne serait pas trop loin de la route et ne serait donc pas un gros investissement. Par contre du côté de Saint-Prex, il y a 300 à 400 mètres de chemin impraticable pour la mobilité réduite. La Commission a préféré faire une recommandation et non un amendement ne connaissant pas la réglementation sur la mobilité réduite mais aussi le montant de l'économie d'augmenter le pourcentage de la pente. On leur a dit que la Voie Verte ne se ferait pas de suite et que la mobilité douce commencerait par ce lieu.

M. Daniel MOSINI informe que la voie verte et la requalification de la RC1 seraient superposées en aval côté lac. À ce jour, le timing de la réalisation de ces ouvrages est suspendu. La voie verte devait en effet être réalisée durant cette législature et la RC1 durant la législature suivante. Mais actuellement, il est discuté que ces deux projets seraient à faire en même temps.

M. Raymond TARDY souhaite savoir si une étude de fréquentation de passage sur ce pont a été réalisée ?

M. Fabrice DESSAUX répond que la Commission n'a pas demandé d'étude à ce sujet. Actuellement toutes les personnes qui vont de Saint-Prex à Morges en mobilité douce se voient renvoyées sur ce passage. En effet, le trottoir s'arrête devant Terre Neuve et il y a 500 mètres à parcourir au bord de la route. Par conséquent les usagers vont naturellement descendre et acheminer le long de la forêt pour arriver au pont du Boiron. C'est vraiment une utilité de faire ces travaux.

M. Daniel MOSINI a été plusieurs fois interpellés par des citoyens de Morges et de Saint-Prex car cet endroit est dangereux.

M. Christian BOILLAT demande s'il serait possible d'installer un panneau pour signaler quand le stand de tir est ouvert. Actuellement, seule une corde rouge est installée en fin de parcours et les usagers doivent faire demi-tour pour prendre un autre chemin.

M. Roger BURRI pense que c'est tout à fait possible. La Municipalité va leur demander dans quelle mesure il y a une possibilité de mettre un écriteau sur cet accès là. Il profite également de répondre à M. Raymond TARDY que la Municipalité n'a pas fait de comptage d'usagers qui empruntent le pont du Boiron. Il sait néanmoins que des personnes l'utilisent tous les jours. Lors du rendez-vous avec la Commission sur place, en l'espace de 20 minutes, il a vu passer 3-4 personnes. Il peut dire que ce passage est régulièrement utilisé.

Mme Anouk GAUMANN rejoint les propos de M. Roger BURRI et aimerait informer aussi que les classes des écoles de Saint-Prex l'utilisent aussi pour se rendre à la Maison de la Rivière. Avec des enfants, ce passage est relativement dangereux.

M. Alexandre WOHNLICH demande pour quelle raison est-ce notre Commune qui paye ces travaux. Pourquoi la Commune de Tolochenaz ne participe pas aux coûts étant donné que le Pont se situe sur les deux communes ?

M. Roger BURRI explique qu'en 1998-1999, la Municipalité de Saint-Prex a été contactée par l'Association Truite-Léman pour aménager le sentier de la Truite. Ce sentier a été construit et aménagé dans le cadre d'un projet pour les chômeurs avec la participation d'autres organismes et sous la conduite de l'association Truite-Léman. La Municipalité avait accepté d'être partenaire de ce projet, tout comme les communes de Tolochenaz et de Lully. Les communes de Tolochenaz et de Lully ont pris en charges les coûts d'autres constructions et aménagements, en particulier un passage piéton qui passe sous la route de la RC1. La Commune de Lully a fait des passerelles en amont de la STEP et de l'autoroute.

Ces passerelles sont en cours de réfection totale. Notre Commune avait accepté d'être le maître d'oeuvre de ce pont.

Tous les ouvrages qui enjambent ou qui sont liés à un cours d'eau ou une rive font l'objet d'une convention qui lie l'Etat avec les communes. C'est pour cette raison que la Municipalité doit assumer l'entretien de cette passerelle.

M. Daniel MOSINI souhaite rajouter que la Commune de Tolochenaz a sollicité la Municipalité de Saint-Prex pour une participation aux frais d'un parking. Mais compte-tenu des charges des travaux pour la Passerelle du Boiron, la Municipalité de Saint-Prex a refusé d'y participer.

M. Roger BURRI rebondit sur les propos de M. Daniel MOSINI et informe qu'en ce début d'année la Commune de Lully s'était aussi rapprochée de notre Municipalité pour demander de participer à l'entretien des passerelles qui sont sur leur territoire mais qui mènent sur la Commune de Saint-Prex. M. Roger BURRI leur a répondu par la négative suite aux travaux pour ce projet.

M. Jacques ROCHAT, membre de cette Commission, estime que pour l'économie de CHF 9'000.- pour l'augmentation de 6 à 10% des rampes il serait plus judicieux de faire une passerelle plus agréable et que l'on vote le crédit de CHF. 118'000.-.

M. Fabrice DESSAUX rappelle que nous votons le crédit de CHF 118'000.-. La Commission a juste fait des recommandations.

M. Jean-Noël FANGUIN demande, concernant la sécurité, si la pose d'un treillis pour éviter les glissades est opportune ?

M. Roger BURRI explique que c'est une technologie tout à fait usuelle, simple et qu'en effet cette passerelle sera dotée de ce système.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions des rapports sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

9) Rapport sur le préavis n° 07/08.2017 – arrêté d'imposition pour l'année 2018.

M. Michel CONNE, Président de la Commission des finances, lit son rapport.

Cette commission propose :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide

- 1) d'accepter l'arrêté d'imposition pour l'année 2018 à 55% de l'impôt cantonal de base, tel que proposé en annexe au présent préavis.
- 2) d'admettre que celui-ci n'entrera en vigueur qu'après son approbation par le Conseil d'Etat.

Le Président ouvre la discussion.

M. Jean-Noël FANGUIN a eu écho qu'au niveau de la péréquation financière, la Confédération allait peut-être intervenir au niveau Cantonal et que, par conséquent, il ne faudrait pas accélérer tout de suite l'augmentation du taux d'imposition.

M. Michel CONNE précise que la Commission des Finances dit bien qu'il a une probabilité d'augmenter le taux d'imposition en 2019 mais que nous ne connaissons ni les tenants, ni les aboutissants et ni les montants. Si la Confédération vient au secours des communes, il sera le premier heureux.

Mme Carine TINGUELY ne veut pas que les Conseillers partent ce soir avec de faux espoirs. La nouvelle péréquation intercommunale du Canton de Vaud a été votée fin 2016 et est entérinée par le Grand Conseil. Le grand changement de cette nouvelle péréquation est l'abandon du point d'impôt écrêté. Il y a une volonté politique au niveau cantonal d'augmenter la solidarité entre les communes. La volonté est aussi que les communes qui ont un taux d'imposition bas augmentent leur taux. Le cas le plus flagrant est Vaux-sur-Morges qui avait un taux, il y a une année, à 39 et qui a dû l'augmenter à 56. L'abandon de l'écrêtage signifie que toutes les communes qui ont une valeur de point d'impôt supérieure à la moyenne se voient ponctionner une partie du montant en dessus de la moyenne pour payer la facture sociale. Ensuite, la valeur totale du point d'impôt est reprise comme base pour le calcul de la péréquation directe ce qui amène à une double ponction de la même base.

Suite à cette nouvelle loi, un nouveau projet de loi vient d'être déposé au Grand Conseil car on s'est rendu compte que des « cas de rigueur » sont apparus. Certaines communes, qui suite à l'arrivée de nouveaux contribuables importants pourraient participer aux péréquations de manière plus importante que les impôts encaissés de ce nouveau contribuables et devraient de facto augmenter leurs impôts (taux marginal supérieur à 100%). Le Conseil d'Etat est conscient que si des communes ne veulent plus accepter les riches contribuables, cela engendrerait également une perte pour le Canton.

Les Syndics et Municipaux peuvent motiver un contribuable de rester en résidence secondaire sur leur commune. Pour régler ces cas de rigueur, le Conseil d'Etat propose de baisser le plafond d'effort de 55 à 45. Il s'agit d'une sorte de sparadrap que l'on met sur un système qui a été malmené et qu'il est grand temps de réviser.

La problématique de RIE III doit également être redéfinie. M. Franguin pense certainement aux CHF 100 millions que la Confédération devait payer au Canton de Vaud pour compenser la baisse des impôts de toutes les entreprises. RIE III n'est pas passé au niveau Fédéral et par conséquent, ces CHF 100 millions ne sont plus d'actualité. Le Canton de Vaud a voté pour RIE III et a souhaité de ce fait mettre en place la nouvelle péréquation. Dans le nouveau projet que Berne propose, PF17, la compensation de la Confédération au Canton n'est plus d'actualité. De ce fait, le Canton de Vaud ne touchera pas cette manne de la Confédération. À ce jour, personne ne peut calculer les effets au niveau Cantonal de la mise en place de cette réforme fiscale. On ne sait pas encore quand elle entrera en vigueur. Il est aussi impossible de prévoir, lorsqu'elle entrera en vigueur, les bénéfices que feront les entreprises et les mouvements de ces entreprises. Il faut savoir que les entreprises sont mobiles, selon les conditions que le Canton leur impose. Aujourd'hui à Saint-Prex, il faut être conscient que nous sommes une Commune extrêmement privilégiée avec notre taux d'impôt à 55.

En 2013 il y avait eu une demande d'augmenter le taux d'impôt mais à ce jour nous n'avons pas eu à le faire. Elle pense qu'à terme, d'ici 2019 ou 2020, il y aura une augmentation du taux d'impôt. Il y a vraiment une pression cantonale sur les finances des communes. Est-ce juste que les Lausannois ont 79 points d'impôts sur leur facture et qu'un Saint-Preyard ait 55 point ? Il y a une étude qui est sortie qui a été publiée dans le 24 heures, qui dit que les 10 grandes villes du Canton engendrent effectivement des coûts beaucoup plus important que les villages. Tout ceci c'est de la Politique et ce sont des débats que l'on peut avoir ou pas mais pour le Conseil d'Etat c'est clair qu'il n'est pas juste que les villages de la Côte payent des taux d'impôts plus bas. Le Conseil d'Etat souhaiterait que les Communes aillent un taux unique ou presque identique.

M. Nicolas COTTIER revient sur les propos de Mme Carine TINGUELY. Les entreprises sont en effet mobiles et il pense que certains contribuables le sont aussi. Il se demande si ces derniers ne se déplaceront pas en Valais ou pour d'autres Cantons où les avantages fiscaux seraient plus attractifs. Serait-il possible d'avoir une vision plus précise de la pyramide fiscale. Avoir une idée de combien de contribuables contribuent et à combien de pourcents de nos entrées fiscales. On dit souvent dans ce Conseil « nous sommes une commune riche » ou « nous avons de l'argent ». Mais il y a certains contribuables qui contribuent énormément et qui pourraient peut être quitter Saint-Prex en cas de hausse d'impôts. Peut être que PF17 peut diminuer le risque que des personnes morales partent. Il demande si la Commission des Finances serait d'accord pour présenter ces chiffres à l'occasion d'une séance du Conseil Communal pour donner de bonnes connaissances aux Conseillers des tenants et aboutissants des entreprises fiscales.

M. Michel CONNE informe qu'il s'y est déjà attelé et a discuté avec le Boursier. Malheureusement il y avait conflit avec d'autres objets dont il avait la mission de les terminer rapidement et ne pouvait le faire dans le délai du 27 septembre 2017. M. Michel CONNE promet que dans le cadre du budget, la Commission parlera aussi des impôts. Il avait déjà présenté un graphique, il y a déjà quelques années, par tranches de dizaines de milliers de CHF en indiquant le pourcentage des citoyens qui étaient considérés dans chacune de ces tranches.

M. Denis OGGIANO explique qu'il est précisé que dans le préavis en 2016 il y a eu une entrée d'impôts importante sur le capital des personnes morales. Serait-il possible de donner un complément d'informations sur ce sujet ?

Mme Carine TINGUELY explique que les entreprises paient sur soit leur bénéfice, soit sur le capital. Si une entreprise fait des pertes, elle ne sera plus imposée sur le bénéfice mais elle devra payer l'impôt sur le capital. En 2016 il y a eu des entreprises qui ont fait malheureusement des pertes et qui avaient une capitalisation importante. Il y a eu un rattrapage 2015 et 2016. Donc, dans les impôts 2016, il y avait deux années où les entreprises ont payé leurs impôts sur le capital plutôt que sur leurs bénéfices. Pour l'année 2018, la Municipalité a pris contact avec l'ACI pour demander la projection pour le budget. En principe la situation devrait rester identique. Par contre, vu qu'il y aura qu'une année d'impôt, le capital sera deux fois moins important. Elle sera autour des CHF 5 millions.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions des rapports sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

10) Préavis n° 08/09.2017 – demande d'un crédit de Fr. 141'500.00 pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin des Alouettes.

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

M. Jean-Noël FANGUIN
M. Raymond TARDY
M. Luc DUPUIS

M. Jean-François CHAVANNES
M. Alain FOLLY

Suppléants :

M. Thierry JAQUIERY

Mme Concetta PINO

11) Simple questions.

M. Jacques ROCHAT demande si l'affichage public, qui a été supprimé suite aux travaux du bâtiment administratif, sera remplacé ?

M. Daniel MOSINI explique que la Municipalité n'a pas prévu de remplacement, il y en a 4 autres sur la Commune.

M. Anouk GAUMANN a lu dans le 24 heures du 21 août 2017 que l'avenir du kiosque de Chauchy était incertain, qu'en est-il ?

Mme Carine TINGUELY explique que la responsable du Kiosque a eu des soucis personnels et n'a pas pu tenir les horaires d'ouvertures.

M. Stéphane PORZI souhaite ajouter que la Municipalité a été contactée par 4 personnes qui aimeraient reprendre la responsabilité du kiosque. Les Municipaux les recevront en début d'année pour préparer la saison suivante.

M. Didier FRANCO aimerait savoir qui est propriétaire des arrêts de bus sur la Commune ? Ils sont sales avec des toiles d'araignées. Il serait opportun de les nettoyer. Ceux de Morges sont propres.

M. Daniel MOSINI informe que les arrêts de bus sont à la charge des Communes et qu'ils vont faire le nécessaire pour que ces abris de bus soient propres.

M. Fabrice DESSAUX a plusieurs questions concernant les travaux à Taillecou. Y-a-t'il une solution qui a été étudiée pour le parage ? La Place d'Arme sera-t-elle utilisée comme parking ? Y aura-t-il une information prochainement pour les habitants et les commerçants du Bourg ? N'ont-ils pas peur par rapport au parage sauvage que les travaux pourraient engendrer ?

M. Barbara REGAMEY informe que les travaux vont commencer en février-mars 2018. La Municipalité va faire un concept et informer la population sur le planning des travaux et le stationnement des véhicules. Il y aura deux mois en été où les travaux seront suspendus.

M. Anthony HENNARD demande si la patinoire est toujours à l'ordre du jour pour cette année ?

M. Stéphane PORZI informe que la Municipalité a pris l'option de la faire tous les 2 ans.

M. Daniel MOSINI demande aux Conseillers si les 40 places autour du Cherrat sont suffisantes ou s'il doit ouvrir le parking de Sous-Allens ?

Les Conseillers estiment qu'il n'a pas besoin d'ouvrir le Parking de Sous-Allens.

M. Daniel MOSINI informe que la Municipalité n'ouvrira pas le Parking de Sous-Allens sauf si un besoin s'avère évident. Il informe aussi que la bande jaune des bus peut être utilisée pour se parquer pendant les séances du Conseil Communal.

M. Daniel MOSINI s'excuse déjà mais il ne pourra pas être présent lors de la prochaine séance du Conseil Communal le 25 octobre 2017.

Il remercie la présence ce soir de M. Alain JOUFFREY, Président du Conseil Communal, qui fête son 64ème anniversaire et lui souhaite tout ses bons vœux. Les Conseillers Communaux font de même en applaudissant le Président.

12) Contre-appel.

Il est fait.

La séance est levée à 22h00.

Le Président :

Alain Jouffrey

La Secrétaire :

Chantal Courtais-Rey

